



CÉAS de la Mayenne
Centre d'étude et d'action sociale

29 rue de la Rouillère
53000 Laval
Tél. 02 43 66 94 34
Fax : 02 43 02 98 70
Mél. ceas53@orange.fr
Site Internet : www.ceas53.org

CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire à destination des adhérents



International

La santé publique en Afrique : il y a le virus Ebola... et la pauvreté

En deux pages de chiffres, de tableaux, de cartes, et quelques commentaires, *Alternatives Économiques* n° 339 d'octobre 2014 évoque la mortalité catastrophique qui caractérise certains pays d'Afrique ⁽¹⁾.

Certes, l'espérance de vie à la naissance progresse : en Afrique subsaharienne, par exemple, elle est passée de 36,2 ans au début des années 1950 à 56,0 ans au début des années 2010. Mais cette progression en Afrique a aussi connu des périodes de stagnation, voire de forte régression comme en Afrique du Sud. Dans le même temps, en France, l'espérance de vie passait de 67,1 ans à 81,7 ans...

Pour 1 000 habitants en 2010-2012, la France compte 9,3 infirmiers quand l'Afrique subsaharienne en compte seulement 1,1. Et 3,2 médecins en France contre 0,2...

Hyper contagieuse, la fièvre Ebola ferait-elle couler autant d'encre, s'interroge Antoine de Ravignan, si elle ne pouvait passer aisément les frontières et nous atteindre ? Pour le rédacteur en chef adjoint d'*Alternatives Économiques*, « cette affaire jette en tout cas une lumière crue sur la mobilisation internationale très insuffisante pour traiter non seulement cette épidémie mais également d'autres maux aussi dévastateurs qu'aisés à prendre en charge ». De fait, en Afrique subsaharienne, en 2012, la diarrhée aurait tué 645 000 personnes, le sida 1 110 000...

Comme le souligne Antoine de Ravignan, « en Afrique, les Objectifs du millénaire que la communauté internationale s'était fixés pour 2015 sont très loin d'être atteints dans le domaine de la santé ».



Économie et emploi

Alternatives Économiques s'attaque aux « fantasmes » sur les chômeurs

C'est bien connu : les chômeurs profitent de notre système d'assistantat et ils ne sont pas enclins à chercher activement du travail. C'est l'histoire des 350 000 offres d'emploi qui ne trouveraient pas preneurs en France. Sandrine Foulon et Vincent Grimault, dans *Alternatives Économiques* n° 339 d'octobre 2014, rétablissent une part de vérité ⁽²⁾.

Tout d'abord, il s'agit de ne pas confondre les postes « vacants » et ceux qui sont « non pourvus ». Les premiers constituent un stock d'emplois à pourvoir à un moment donné. Un taux élevé (rapporté au nombre total d'emplois) renvoie à un pays qui crée beaucoup d'emplois – pas forcément à un pays où les chômeurs ne cherchent pas trop à travailler ! Au premier trimestre 2014, le taux d'emplois vacants n'est que de 0,6 % en France, mais il est de 2,9 % en Allemagne ou de 2,1 % au Royaume-Uni...

Quant aux offres d'emploi non pourvues, elles désignent celles que les employeurs ont retirées



CÉAS-point-com

Bulletin hebdomadaire diffusé par messagerie électronique aux seuls adhérents du CÉAS.

Contributeurs pour ce numéro :
Claude Guioullier,
Nathalie Houdayer.

⁽¹⁾ – « Afrique : sous les épidémies, la pauvreté » (pages 22 et 23).

⁽²⁾ – « Faut-il mieux contrôler les chômeurs ? » (pages 30 et 31).

sans qu'elles donnent lieu à une embauche. Selon Pôle emploi, seules 3 % de ses propres offres ne trouvent pas preneur et, dans ce cas, l'abandon du projet de recrutement s'explique très souvent par le manque d'un candidat adéquat (38 % des offres retirées).

Ainsi, Pôle emploi compterait 34 000 abandons de recrutement faute d'un candidat, chaque année, loin des 350 000 annoncés. Certes, reconnaissent les deux journalistes, Pôle emploi ne couvre que 38 % des propositions d'embauche en France, mais même en extrapolant ces chiffres à l'ensemble des offres retirées, on serait loin du compte.

« Mieux vaut miser sur la formation »

Pour Sandrine Foulon et Vincent Grimault, « *s'attaquer aux offres d'emploi non pourvues n'est donc a priori guère susceptible de réduire significativement le sous-emploi, qui touche, toutes catégories confondues, plus de 5 millions de Français* ». Pour autant, selon les deux journalistes, « *il serait absurde de ne pas essayer de mieux comprendre ce phénomène pour le limiter* ».

Ils avancent trois explications. En tout premier lieu, les emplois proposés sont souvent précaires (contrats à durée déterminée, horaires atypiques, temps partiels, faibles salaires...). Par ailleurs, certains secteurs d'activité « *souffrent encore d'une mauvaise image, comme les métiers de bouche ou la chaudronnerie, du fait de conditions de travail souvent difficiles et de rémunérations peu élevées* »... Enfin, l'absence de compétences adéquates pour certains postes jouerait aussi un rôle non négligeable. D'où l'enjeu de la « formation prioritaire » – qui semble produire des effets positifs.

Par contre, faut-il renforcer les contrôles pour vérifier que les chômeurs cherchent bien un emploi ? Encore faudrait-il, comme déjà évoqué, que des emplois se créent en nombre suffisant... Et, de toute façon, ce serait oublier un peu vite que des contrôles existent déjà... *Alternatives Économiques* souligne que la fraude à Pôle emploi ne pèse pas lourd : en France, pour 2012, la fraude fiscale détectée s'élève à 3 660 millions d'euros ; celle à la sécurité sociale, à 562 millions d'euros ; celle à Pôle emploi, à 39 millions d'euros...

Selon Sandrine Foulon et Vincent Grimault, il faudrait aussi et surtout « *améliorer l'accompagnement des chômeurs, se pencher sur les cohortes de personnes découragées qui ne s'inscrivent même plus sur les listes de demandeurs d'emploi, et s'intéresser également à celles et ceux qui auraient droit aux allocations chômage et n'y ont pas recours* ». Là, comme le remarquent les deux journalistes, les chiffres sont moins repris que les 350 000 offres non pourvues...

Société d'archéologie et d'histoire de la Mayenne (SAHM)



Le samedi 22 novembre, à partir de 9 h 30, au 16 rue du Centre, à Changé, la SAHM organise une journée « Portes ouvertes ». Vente de publications de l'association à des « prix très réduits ».



À vos agendas

Le jeudi 20 novembre, à Laval Un Village des partenaires « Santé »

Le **jeudi 20 novembre**, de 10 h à 18 h, au quartier Ferrié, à Laval, un **Village des partenaires « Santé »** constituera un espace ouvert, dédié à la prévention et à la promotion de la santé, avec 48 stands tenus par des professionnels, des partenaires institutionnels et des associations œuvrant dans le champ de la santé, avec également des animations, des ateliers, des débats...



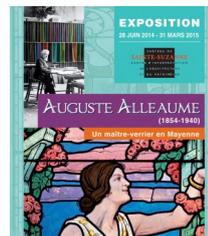
Ce temps fort n'est pas ouvert au grand public, mais tout de même à tous les acteurs en santé publique, professionnels ou bénévoles, exerçant dans le champ du soin, de l'action sociale, de l'éducation, de la famille, du logement, de l'insertion, de l'emploi, de la protection des populations, de la cohésion sociale... Il est également ouvert aux élus locaux concernés par ces diverses thématiques.

Les objectifs sont de développer des liens et des relais entre les acteurs locaux, de favoriser le travail en réseau et d'assurer un meilleur accès de tous les publics aux actions et services existants.

Ce forum santé est organisé par un groupe de travail « Santé prévention », animé par la ville de Laval, composé d'associations locales, du service Prévention de la Caisse primaire d'assurance maladie, et de la Maison de la prévention. Contact : joelle.vannier@laval.fr

Le dimanche 23 novembre, à Sainte-Suzanne Auguste Alleaume : visite de l'exposition

Le dimanche 23 novembre, à 15 h, au Centre d'interprétation de l'architecture et du patrimoine (CIAP) du château de Sainte-Suzanne, le Pays d'art et d'histoire Coëvrons-Mayenne organise une visite commentée de l'exposition temporaire consacrée à Auguste Alleaume. Son atelier, dont l'activité dura de 1893 à 1937, a profondément marqué la production verrière de l'Ouest de la France.



Dans le Maine, quelque deux cents édifices civils ou religieux en gardent la trace. Pourtant, aussi dense soit son œuvre, elle reste encore méconnue du grand public. « *Pédagogique et vivante* », l'exposition s'articule autour de trois sections thématiques : l'œuvre d'Auguste Alleaume, le processus de création d'un vitrail et la restauration des vitraux.

Tarif : entrée du CIAP + 2 euros.



« La presse française nourrit-elle d'autres projets que ceux de réduire ses effectifs et de chercher son salut loin du journalisme ? Une telle orientation paraît sans issue, alors que l'ambition éditoriale continue de représenter une destination d'avenir ».

Serge Halimi, « Une presse aux enchères – Notre pari, l'émancipation », *Le Monde diplomatique* n° 727 d'octobre 2014.